

*Questions orales*

Les libéraux ne font qu'admettre que les programmes auxquels ils ont consacré des millions de dollars ne fonctionnent pas. Il ne leur reste plus qu'à dire aux habitants du Canada atlantique: «Nous avons réduit vos prestations et vos programmes, abandonnez et déménagez en Ontario.»

Le gouvernement demande-t-il aujourd'hui aux contribuables de payer un billet d'avion à chacun des chômeurs du Canada atlantique?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.):** Monsieur le Président, le problème avec les questions que nous posent souvent les députés réformistes, c'est qu'elles se fondent sur des exagérations mesquines.

Nous offrons aux Canadiens de nombreuses possibilités en les aidant à acquérir les compétences recherchées sur le marché du travail, à collaborer avec des entreprises locales pour obtenir un emploi et souvent à s'installer dans d'autres régions du Canada pour pouvoir travailler.

Je me suis rendu à Fort McMurray et j'ai constaté l'énorme travail qu'avaient accompli des travailleurs du Manitoba, de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique pour exploiter les sables bitumineux de cette région.

• (1450)

C'est vraiment incroyable de constater que le Parti réformiste, qui prétend vouloir régler le problème du chômage, n'hésiterait pas à retirer aux Canadiens la possibilité de chercher du travail partout au Canada. C'est pourtant l'essence même de notre pays.

\* \* \*

[Français]

### LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

**M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, le premier ministre refuse de s'engager à reconnaître le Québec comme société distincte telle que décrite dans l'Accord du lac Meech, à lui accorder un droit de veto, à mettre fin au pouvoir fédéral de dépenser dans des domaines exclusifs du Québec et il refuse même de réduire les dédoublements. Sa position contredit carrément celle défendue par le comité du non dans la brochure distribuée dans les foyers québécois par le directeur général des élections.

Comment le premier ministre peut-il accepter que le comité du non fasse circuler une brochure qui décrit une position du camp du non tout à fait contraire à la sienne, lui, le véritable chef du camp du non?

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes partie du camp du non et nous avons une politique très claire. Ce qu'il faut faire, c'est de voter au référendum pour arrêter cette incertitude politique et écono-

mique qui plane au-dessus du Québec et du Canada à cause de la volonté des députés d'en face de séparer le Québec du Canada. Ils n'ont même pas le courage de dire qu'ils sont des séparatistes. Le camp du non a présenté dans cette brochure un document qui reflète les positions du consensus de tous les membres du comité du non. Le pouvoir de dépenser, etc., ce sont toutes des choses qu'on a proposées, qu'on a acceptées et que les membres du Bloc québécois ont refusées. Ils ont voté contre l'Accord de Charlottetown, alors que tout cela y était. Nous avons appuyé l'Accord de Charlottetown, et cela reflète l'Accord de Charlottetown. C'est vous qui avez été contre. Alors arrêtez donc de parler, vous êtes en contradiction avec vous-mêmes tout le temps.

**M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, de toute évidence, le premier ministre refuse de rectifier l'information contenue dans la brochure du directeur général des élections pour la rendre conforme à sa position.

Doit-on comprendre que le premier ministre s'accommode fort bien de la position illusoire du camp du non, puisqu'elle lui permet encore une fois, comme en 1980, de tromper les Québécois?

**Le Président:** Mes chers collègues, nous commençons à utiliser des mots qui sont pas mal forts, même pour cette Chambre des communes. Je demanderais à tous les députés, s'il vous plaît, de diminuer un peu le ton des mots. Soyez très prudents en choisissant les mots que vous utilisez.

Je vais permettre au premier ministre de répondre à la question s'il le veut.

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.):** Monsieur le Président, les exagérations du député ne m'impressionnent pas beaucoup parce que, au moment où on fait face à une situation très sérieuse au Québec, les députés du Bloc québécois et du Parti québécois refusent de dire aux Québécois qu'ils veulent se séparer. Il y a 30 p. 100 ou 40 p. 100 des gens qui disent qu'ils vont voter oui dans les sondages qui croient qu'ils vont garder le passeport canadien et la citoyenneté canadienne et qui pensent qu'ils vont absolument demeurer au Canada, qu'il y aura encore des députés fédéraux provenant du Québec au Canada. Ils ne leur disent pas; ils vont leur dire après le référendum, au lieu de leur dire la vérité avant le référendum.

C'est pourquoi j'ai dit hier dans mon discours aux Québécois que la réalité, c'est que ce n'est pas une baguette magique qui va régler les problèmes, ce n'est pas un chef qui apparaît et qui disparaît, comme celui qu'on a à l'heure actuelle. Il devait venir ici en Chambre pour nous écraser et il est disparu maintenant. Pouf, on ne le voit plus.

Ce qui est important, la réalité, c'est que, à la fin du mois, chaque citoyen du Québec, ce n'est pas grâce à une baguette magique qu'il rencontre les factures qu'il doit payer, c'est lorsqu'il a du travail, c'est lorsqu'il y a de la prospérité. Et tout le monde sait très bien au Québec que la prospérité, la sécurité et le progrès pour les Québécois passent par la solution canadienne.